

ISLANDE

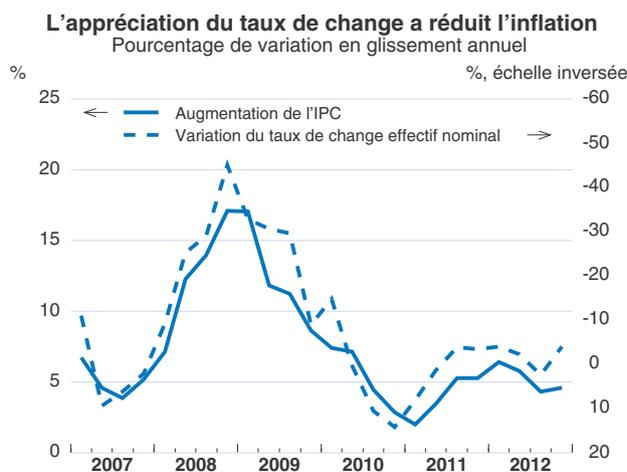
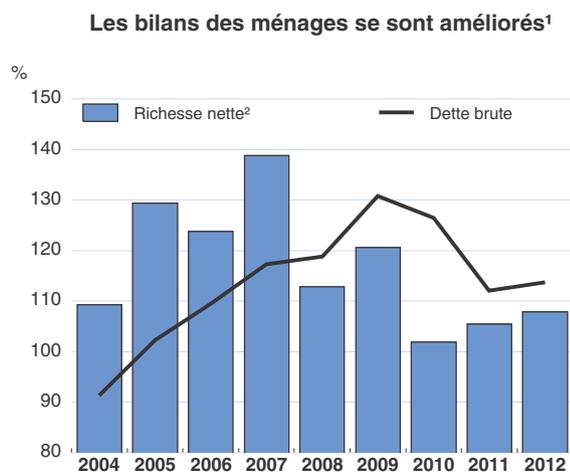
Après une grave récession, l'activité économique a connu une croissance régulière depuis la fin de 2010. La reprise, qui est alimentée par la consommation privée et l'investissement résidentiel et des entreprises, devrait se poursuivre, avec une croissance légèrement supérieure à 2½ pour cent en 2013 comme en 2014. L'inflation devrait nettement reculer et passer de près de 6 % au printemps 2012 à 3½ pour cent d'ici à 2014, mais rester supérieure à l'objectif de 2.5 % fixé par les autorités.

Les autorités devraient veiller à ne pas s'écarter de leurs objectifs budgétaires et faire voter la loi établissant un cadre plus transparent et à moyen terme pour la politique budgétaire. Elles devraient procéder à un examen des dépenses publiques en vue de mettre en évidence les possibilités d'épargne structurelle. La politique monétaire devrait devenir progressivement moins accommodante, à mesure que le sous-emploi des ressources économiques est résorbé. La réglementation et la surveillance prudentielles devraient être renforcées.

La reprise économique se poursuit à un rythme stable

La croissance est tirée par la consommation privée, qui a été stimulée par l'annulation partielle des dettes et les accords prévoyant des hausses de salaires importantes, ainsi que par l'investissement résidentiel et productif. Si la situation financière des ménages s'est améliorée, le désendettement des entreprises se poursuit. La banque centrale a commencé de resserrer la politique monétaire, mais son taux directeur reste faible après correction de l'inflation. Le taux de chômage est retombé à 5.7 % au troisième trimestre de 2012, en partie sous l'effet d'un programme temporaire destiné à employer des chômeurs de longue durée. Après les fortes hausses collectives de la fin de 2011, la progression des salaires s'est ralentie et cette tendance devrait se poursuivre. L'inflation a nettement reculé avec l'atténuation des effets de

Islande



1. En fin d'année et pour 2012, fin juin.

2. Hors actifs de retraites.

Source : Banque centrale d'Islande et Statistics Iceland.

Islande : Demande, production et prix

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	1 495.4	-4.0	2.6	2.5	2.7	2.7
Consommation privée	764.3	0.0	2.7	3.5	2.5	3.0
Consommation publique	396.9	-3.4	-0.9	-0.6	0.3	0.1
Formation brute de capital fixe	207.3	-8.6	12.8	8.4	4.8	17.0
Demande intérieure finale	1 368.6	-2.4	3.1	3.5	2.4	4.5
Variation des stocks ¹	0.7	-0.2	0.6	0.0	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 369.3	-2.6	3.8	3.5	1.6	4.5
Exportations de biens et services	788.3	0.6	4.1	4.9	3.0	2.9
Importations de biens et services	662.2	4.5	6.8	6.6	2.1	6.1
Exportations nettes ¹	126.1	-1.7	-0.8	-0.4	0.7	-1.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	6.9	3.6	3.6	4.8	4.7
Indice des prix à la consommation	—	5.4	4.0	5.2	4.1	3.5
Déflateur de la consommation privée	—	3.0	5.4	4.7	4.2	3.9
Taux de chômage	—	7.6	7.1	6.1	5.4	5.1
Solde de l'administration publique ²	—	-10.1	-5.4	-1.8	-0.4	0.7
Dette brute des administrations publiques ²	—	125.2	128.4	124.7	120.6	115.4
Balance des opérations courantes ²	—	-8.0	-6.9	-8.4	-3.8	-4.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747814>

l'augmentation antérieure des prix des matières premières et de la dépréciation du taux de change. Elle demeure néanmoins bien supérieure à l'objectif de 2.5 % fixé par la banque centrale.

**L'effet de freinage exercé
par l'assainissement
budgétaire devrait
s'estomper**

Le solde primaire devrait s'améliorer de 4 % du PIB en 2012. Les autorités prévoient un assainissement des finances publiques représentant 1½ pour cent du PIB en 2013 et 1 % en 2014, ce qui porterait l'excédent primaire à 4 % du PIB en 2014 et amplifierait la tendance décroissante du ratio dette/PIB du pays.

**Le rythme modéré de la
reprise devrait se
poursuivre**

Les dépenses de consommation et l'investissement des entreprises, notamment dans les centrales électriques et les secteurs gros consommateurs d'énergie, devraient rester les moteurs de la reprise et contribuer à maintenir le taux de croissance très légèrement au-dessus de 2½ pour cent. Le chômage devrait baisser et renouer avec son taux structurel d'ici à 2014, tandis que l'inflation devrait tomber à 3.5 %. À mesure que le sous-emploi des ressources économiques est absorbé, la politique monétaire devrait peu à peu devenir moins accommodante afin d'éviter l'apparition de tensions inflationnistes et de préparer la libéralisation graduelle des mesures de contrôle des mouvements de capitaux.

**Les risques sont
essentiellement à la baisse**

Le principal risque pesant sur les perspectives est que les investissements à forte intensité d'énergie soient retardés en raison des difficultés structurelles rencontrées par le secteur mondial de l'aluminium. La libéralisation du compte de capital pourrait pénaliser la croissance à court terme si elle fragilise les bilans, mais elle pourrait aussi amplifier la croissance si elle devait se traduire par une amélioration de la confiance des milieux d'affaires.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-21-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.